



DES URGENCES À TOUS LES SERVICES, VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE !

sante-secu-social.npa2009.org

Après la victoire, en début d'année des Urgences de Mondor, la grève est relancée à Saint Antoine à Paris en mars, et s'étend. Les urgences de Valence sont mobilisées depuis fin mars. Au 1er mai ce sont 21 services d'urgences de l'AP-HP qui ont rejoint la mobilisation : Strasbourg, la Croix Rousse à Lyon, Mantes la Jolie, Nantes, Tours, Besançon, Toulouse, Angers, Mulhouse... Une véritable épidémie !

Cela fait des années que, dans les services d'urgence des hôpitaux notamment, les personnels médicaux et non médicaux tirent le signal d'alarme. Les besoins sanitaires de la population ne peuvent plus être assumés par la médecine libérale, les conditions de travail se dégradent, les effectifs insuffisants, les petits managers sont parfois arrogants, et les salaires à la traîne : le mélange est explosif. Et pour les patientEs, c'est donc une mauvaise prise en charge avec des heures d'attente sur des brancards dans les couloirs avant de voir un médecin et d'être éventuellement hospitaliséEs.

LOIN DU COMPTE !

Dans l'espoir d'enrayer la contagion, la direction de l'AP-HP a pour l'instant octroyé une indemnité mensuelle de 65 euros et une prime exceptionnelle de 250 euros, ainsi que 61 postes pour l'ensemble des Urgences. A comparer aux 700 postes recommandés par le référentiel Samu-Urgences de France établi par la collégiale urgentistes et les 300 euros mensuels nets exigés par les grévistes, nous sommes très loin du compte ! Les grévistes, ne demandent pas l'aumône, leurs exigences concernent les conditions de travail indispensables à la sécurité des soins !

Les revendications des urgences concernent tous les hospitalierEs : des effectifs, du matériel et une prime d'urgence.

Dans son discours Macron a promis qu'il ne fermerait pas d'hôpitaux dans les zones rurales, mais les restructurations et fermetures de services vont se multiplier, et ces hôpitaux labellisés « hôpitaux de proximité » deviendront de fait des maisons de santé ou des Ehpad. Encore une promesse mensongère !

Quant au délabrement de tous les hôpitaux publics des villes grandes, moyennes et petites, en butte aux suppressions d'effectifs, pas un mot. Aucune promesse pour les

services, ni pour le personnel et pour cause : son objectif est de maintenir la saignée à blanc. Rien qu'à l'AP-HP, le directeur général, Martin Hirsh a annoncé 800 suppressions de postes par an pendant 5 ans. Et en province de nombreux services de proximité sont menacés de fermeture. Les problèmes rencontrés par les urgences sont les mêmes dans tous les autres services et la grève pourrait donner des idées au-delà des urgences. Dans certains hôpitaux, d'autres services ont rejoint le mouvement des urgences comme la pneumologie et les transports à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre. La détermination des Gilets jaunes depuis près de 6 mois commence à gagner les esprits dans bien des secteurs : contre les licenciements dans l'automobile, la grande distribution, contre la réforme Blanquer chez les enseignants... et désormais dans les hôpitaux ! Le mouvement des urgences redonne confiance à tous les travailleurs de l'hôpital sous pression et l'idée de la grève tous ensemble fait son chemin.

Rejoignons nos collègues des urgences. Tous ensemble nous pouvons gagner !

Ils veulent criminaliser les mouvements sociaux !

Tous les coups sont possibles pour Macron, Castaner et le gouvernement.

Le 1er mai des manifestantEs se réfugient dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour échapper aux grenades lacrymogènes et aux charges brutales des forces de répression. Le pouvoir se saisit de cette occasion pour dénoncer les manifestantEs qualifiéEs de casseurs, pillards, et faire appel à l'émotion et à l'indignation de la population en laissant croire que les manifestantEs s'attaquent à un hôpital. Une photo est même publiée avec un titre dénonçant « l'intrusion de l'hôpital » alors qu'il s'agissait d'un commissariat.

Le Directeur de l'AP-HP en serviteur zélé du gouvernement publie un communiqué se souciant à son tour de la vérité comme d'une guigne. Les témoignages du photographe et d'autres personnes notamment des personnels de l'hôpital ont heureusement permis de rétablir la vérité.

Le véritable casseur c'est ce gouvernement qui veut détruire tous nos acquis sociaux au profit du patronat !